

8 avril 2024 - [Seul le prononcé fait foi](#)

[Télécharger le .pdf](#)

Conseil européen des 21 et 22 mars 2024.

Emmanuel MACRON

Bonjour à tous. Mesdames et Messieurs, heureux de vous retrouver à l'issue de ce conseil européen qui a été dense avec beaucoup de sujets structurants pour la souveraineté européenne, mais où la convergence qui s'est affichée est à mes yeux aussi un élément fort de ce conseil lui-même.

Nous avons d'abord eu un échange après une discussion avec le secrétaire général des Nations unies, la présidente du Parlement, puis une expression du président ZELENSKY.

Nous avons eu un premier tour de discussions sur l'Ukraine et les questions de sécurité et de défense. Après la conférence de Paris du 26 février dernier, notre réunion en format Weimar à Berlin, qui s'est tenue vendredi dernier, les Européens ont très clairement un message d'unité et de détermination lors de ce Conseil afin de soutenir l'Ukraine, je cite nos conclusions, aussi longtemps qu'il le faudra et aussi intensément que nécessaire, et ce afin que la Russie de Vladimir POUTINE ne puisse pas gagner cette guerre. C'est une réaffirmation de notre objectif, mais aussi une détermination dans la durée et l'intensité. Il y a une unité des 27 et une détermination claire pour soutenir l'Ukraine sur tous les plans, dans la durée, à rebours de tout ce qu'on a pu dire d'une prétendue fatigue européenne. Au contraire, plus que jamais, nous avons montré une conscience de ce que cette guerre signifiait pour l'Europe. C'est pour nous une question de sécurité et évidemment, c'est la souveraineté de l'Ukraine qui est en jeu au premier chef. Mais la sécurité de tous les Européens et notre autonomie stratégique dans la durée. Après la décision d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Ukraine en décembre, puis après l'accord du 1^{er} février, d'octroyer une aide financière de 50 milliards d'euros sur 4 ans pour soutenir la reconstruction, nous avons concentré l'action européenne sur le soutien militaire.

Nous avons donc décidé de faire davantage et différemment, notamment en mobilisant 5 milliards d'euros supplémentaires pour notre soutien militaire collectif dans le cadre justement du Fonds de soutien à l'Ukraine au sein de la Facilité européenne pour la paix. Ce qui est une bonne nouvelle et qui signe la réforme de la FEP qui va évoluer, d'une logique de cession d'armement vers une logique d'acquisition conjointe, en priorité auprès de l'industrie de défense européenne. Nous avons aussi décidé d'accélérer les travaux pour utiliser les revenus générés par les avoirs gelés russes, y inclus, afin de les orienter vers le soutien militaire à l'Ukraine. Le Conseil européen a aussi décidé d'avancer pour renforcer massivement les capacités européennes de défense. Après des années de sous-investissement, nous avons choisi ensemble d'inverser la tendance pour renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement de nos armées et préparer l'avenir. Nous voulons en effet donner à l'Ukraine la profondeur stratégique et industrielle dont elle a besoin, mais également, ce faisant, à l'Union européenne l'autonomie stratégique à laquelle elle aspire. Nous avions en mars 2022, posé l'agenda de Versailles qui consistait justement à définir le contenu de cette autonomie stratégique sur le plan technologique et militaire. Nous avons commencé sous présidence allemande et conclu sous présidence française la boussole stratégique. Aujourd'hui, les Européens mettent pleinement en œuvre ces textes fondamentaux et accélèrent afin de réduire leur dépendance et faire monter en puissance leurs capacités. D'abord, en affirmant très clairement le principe que nous, Européens, avons besoin de produire davantage et de bâtir une industrie de défense qui nous permette de nous fournir, ce qui est une petite révolution copernicienne puisque ces dernières décennies, nous vivions avec un implicite qui était que les Européens investissaient insuffisamment, mais achetaient toujours à l'extérieur. En tout cas majoritairement, nous avons acté que cette logique changeait et nous nous sommes dotés d'instruments ambitieux et innovants pour développer la base industrielle et technologique de défense européenne. La stratégie pour l'industrie européenne de défense et le programme de soutien qui l'accompagne, dit EDIP, qui ont été présentés par la Commission sous l'impulsion du commissaire BRETON, constitue à cet égard une base solide, d'abord, pour atteindre les engagements de relèvement de dépenses de défense et investir davantage et plus vite pour aussi augmenter l'accès de l'industrie de défense aux financements publics et privés, dont la BEI. Et pour inciter également à des programmes d'acquisitions conjointes et répondre aux lacunes capacitaires en favorisant les synergies entre les planifications de défense nationale et européennes, également avec les investissements conjoints de défense, de R&D et d'industrialisation, les marchés conjoints, le renforcement de la résilience de l'industrie européenne de défense, sur les questions d'innovation et autres. Les marchés de défense favorisant l'accès aux chaînes industrielles et l'investissement conjoint dans la question des compétences et de la formation.

Nous devons maintenant avancer et consacrer les ressources nécessaires, au-delà des 1,5 milliard d'euros décidés le 1^{er} février dernier dans la révision du cadre financier pluriannuel. Il y a plusieurs propositions au-delà du budget actuel de l'Union, celle des eurobonds, l'utilisation des recettes issues des avoirs russes gelés ou encore en ayant, comme aujourd'hui, demandé à la BEI d'adapter sa politique de prêts aux secteurs de la sécurité et de la défense pour accroître l'investissement et déclencher plus d'investissements privés. Nous avons demandé à la Commission d'expertiser toutes ces options de mobilisation de financements pour disposer de propositions d'ici juin. Et c'est en juin que nous devons acter les financements innovants et financements additionnels pour accroître cet effort de dépenses de défense collective.

Deuxième grand sujet qui a été évoqué, celui du Proche-Orient. Sur Gaza, je salue ici le message clair et uni du Conseil européen sur l'urgence qui est le nôtre, avec l'appel à un cessez-le-feu immédiat et durable et un accès humanitaire suffisant face au risque imminent de famine à Gaza qui est injustifiable. La libération inconditionnelle de tous les otages, et notamment de nos trois compatriotes. Je le redis ici, la France n'abandonne pas ses enfants et nous sommes avec eux et avec leurs familles. Nous avons collectivement exhorté les autorités israéliennes à ne pas entreprendre d'opérations terrestres à Rafah, ce qui ne ferait qu'aggraver une situation humanitaire déjà catastrophique, alors que plus d'un million de Palestiniens sont déplacés à Rafah. Ce message, nous le portons au Conseil européen et dans toutes les enceintes internationales. C'est d'ailleurs pourquoi, depuis le mois d'octobre, la France s'est mobilisée pour que le Conseil de sécurité prenne ses responsabilités. Il faut maintenant que le Conseil de sécurité se prononce sur un cessez-le-feu immédiat et un accès humanitaire. Après le veto posé par la Russie et la Chine il y a quelques minutes, nous allons reprendre sur la base du projet de résolution français au Conseil de sécurité et travailler avec nos partenaires américains, européens, arabes en ce sens pour trouver un accord.

Le Conseil européen a rappelé également la nécessité de poursuivre les travaux sur les réformes dont l'Union européenne, a besoin pour elle-même. En parallèle, et même indépendamment du processus d'élargissement, et ce, conformément aux orientations que nous avons fixées à Grenade. Ces travaux seront inscrits dans une feuille de route d'ici l'été. Sur la base de l'évaluation de la Commission sur les progrès accomplis, le Conseil européen a également décidé d'acter l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Bosnie-Herzégovine, étant entendu que cette ouverture sera effective une fois certaines conditions remplies. Cette décision envoie en tout cas un signal clair, l'avenir des Balkans occidentaux est à nos yeux dans l'Union européenne et nous sommes déterminés à consolider l'ancrage européen de la Bosnie-Herzégovine pour ne pas les laisser dans les Balkans seuls face aux appétits et à l'influence de puissances étrangères. Dans un pays marqué par les cicatrices de la guerre qui a reçu hier soir avec enthousiasme le signal envoyé par les Européens, il revient maintenant aux dirigeants bosniens de mettre en œuvre les réformes nécessaires s'ils veulent que le processus d'adhésion avance rapidement. C'est un processus fondé sur les mérites propres des candidats. Nous attendons de la Bosnie des progrès tangibles sur la préservation d'un environnement favorable à la société civile, aux médias, à la liberté d'expression, sur l'amélioration du fonctionnement du système judiciaire et la lutte contre la corruption et la criminalité organisée.

Ce matin, nous avons pu aussi prendre des conclusions sur l'agriculture. Et ce conseil a permis justement de répondre très directement à la crise européenne de notre modèle agricole qui s'est exprimée dans beaucoup de pays, dont la France. Et je veux ici remercier la présidente de la Commission et la Commission d'avoir agi rapidement pour répondre aux demandes que nous avons formulées dès le mois de février et qui ont eu des réponses très concrètes. D'abord autour des enjeux de simplification. En effet, les propositions faites par la Commission la semaine dernière concernant ce qu'on appelle les conditionnalités environnementales de la PAC permettent de réduire la charge administrative liée aux contrôles et d'offrir plus de souplesse aux agriculteurs. Et donc, de manière très concrète, qui était demandé sur les prairies, qui était demandé sur les jachères par la France a été apportée dans les réponses données par la Commission européenne et sont des vrais éléments de simplification et de grand pragmatisme qui vont toucher nos agriculteurs, qui touchent notre agriculture dès à présent. C'est aussi un moyen de redire aux agriculteurs notre confiance pour mieux les accompagner dans la transition vers une agriculture qui répond aux défis du climat et de la biodiversité, qui permet dans le même temps d'assurer notre souveraineté agricole et alimentaire et qui doit se décliner de manière beaucoup plus simple et flexible sur le terrain. Et donc, en substance, je le redis ici, pour notre agriculture, le message ne doit pas être d'abandonner toutes nos ancrs. Ce serait revenir en arrière. Nous voulons assurer une transition qui est indispensable pour notre modèle agricole. Nous tenons à notre souveraineté alimentaire et agricole, mais nous voulons le faire avec beaucoup plus de pragmatisme, de souplesse, de flexibilité sur le terrain. Et les réponses apportées par la Commission vont en ce sens. A l'initiative de la France, le Conseil européen a demandé et obtenu d'avancer sans délai sur 4 volets concrets. D'abord, adopter toutes les mesures de court et moyen terme pour alléger la charge administrative et simplifier la PAC, de manière très simple, c'est prairies, jachères et d'autres sujets. Deuxièmement, renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne économique agroalimentaire pour leur assurer un revenu équitable. C'est ce que j'avais pu appeler un EGAlim européen. Et donc, très concrètement, dans les propositions de la Commission qui vont entrer en œuvre dès maintenant, il y a la volonté d'assurer un revenu équitable pour nos agriculteurs, de lutter contre les pratiques déloyales et les centrales d'achat européennes et d'avoir aussi un observatoire du bon fonctionnement des prix dans la chaîne, de la production à la transformation jusqu'à la distribution. Troisième élément, c'est d'assurer une concurrence équitable, basée sur des règles dans les accords internationaux comme dans le marché intérieur. C'est cette volonté de concurrence loyale que nous portons et que demandent nos agriculteurs. Quatrièmement, c'est de garantir un équilibre protecteur des filières agricoles européennes sur les mesures commerciales autonomes pour l'Ukraine. Et nous avons eu des conclusions qui vont permettre de répondre aux demandes qui étaient celles de la Pologne, de plusieurs autres pays et également les nôtres qui vont permettre des mesures de freinage dans certains secteurs face aux excès que nous avons pu constater, qui viennent déstabiliser. Par exemple, dans le secteur du poulet, de l'oeuf, du sucre ou du blé tendre ou d'autres, on a des mesures justement de régulation qui vont nous permettre de mieux contrôler les choses tout en permettant au secteur agricole ukrainien de fonctionner, mais sans qu'il y ait des pratiques spéculatives ou des déstabilisations.

Le Conseil, et vous voyez combien il était riche, a aussi fait le point sur l'enjeu des migrations. Notre priorité commune est la mise en œuvre du pacte justement sur l'asile et l'immigration et du cadre européen robuste et efficace que nous avons mis en œuvre. Il permet de garantir des frontières extérieures plus sûres avec des procédures obligatoires et également des procédures de retour rapide avec des principes de solidarité et de responsabilité clairement mis en œuvre. Ce pacte s'est accompagné d'un renforcement de nos moyens d'action opérationnelle pour la gestion des frontières, la lutte contre les réseaux criminels, les trafics de migrants ou la réponse d'urgence aux crises et le Conseil européen a clairement appuyé les efforts pour intensifier notre dialogue avec les pays d'origine et de transit. C'est tout le sens du partenariat stratégique global que la Commission européenne vient de signer avec l'Égypte. Et l'Union européenne se met aujourd'hui en mesure d'utiliser tous les leviers qui sont à sa disposition pour obtenir plus de coopération.

Nous avons enfin eu ce matin un sommet de la zone euro. Il a permis de revenir sur les grands enjeux de notre Europe. Et au fond, la discussion s'est focalisée sur le triple défi à mes yeux que l'Europe, sur le plan économique, a à vivre. D'abord, si on regarde les chiffres depuis 20 ans un décrochage de création de richesse par rapport au continent américain qui, très clairement, est lié au sous-investissement dans les hautes technologies et l'innovation et une sous diffusion de l'innovation dans notre économie qui fait que nous avons moins gagné en productivité que le continent américain. Deuxième élément, c'est le fait que nous avons face à nous des chocs de financement indispensables : transition climatique, transition digitale et intelligence artificielle et financement de défense qui vont demander des investissements supplémentaires alors que le principal facteur du décrochage par rapport aux États-Unis est déjà le manque d'investissements publics et privés du continent européen par rapport aux compétiteurs américains. Puis, troisième élément, c'est le fait que le modèle européen vit une crise aujourd'hui liée évidemment à la rupture de son modèle énergétique, conséquence directe de la guerre lancée par la Russie, aux surcapacités chinoises, alors même que c'était un marché export important pour notre Europe. Cette situation nous impose d'aller beaucoup plus vite et plus fort sur la nécessité d'un investissement public et privé vers l'innovation et les secteurs créateurs de productivité et de richesse. C'est pourquoi nous avons donné mandat au COREPER d'avancer sur l'union des marchés de capitaux qui, vous le savez, malheureusement avance beaucoup trop lentement. Et donc, nous avons obtenu un accord à notre demande sur un mandat clair pour le conseil d'avril, car c'est au cœur de la compétitivité du continent européen et tout particulièrement de la zone euro.

Deuxième chose, de revenir sur des éléments de régulation des acteurs financiers qui bloquent aujourd'hui l'investissement en fonds propres, en particulier de nos grands assureurs. Et puis d'avancer au-delà de ce que nous avons déjà fait sur l'action de la Banque européenne d'investissement, d'avancer donc sur cette union de l'investissement beaucoup plus forte et volontariste qui sera au cœur de nos débats. Je pourrais revenir dans les questions sur ce point. Mais c'est à mes yeux, un des points absolument fondamentaux de l'avenir de notre Union européenne sur le plan économique pour les mois et les années à venir. Je voudrais en concluant ce compte rendu avoir un mot pour remercier mes collègues Taoiseach d'Irlande, Premier ministre de Bulgarie et Premier ministre du Portugal. C'était leur dernier conseil autour de la table avec nous. Et relevant de situations politiques très différentes, je voudrais rendre hommage à l'action et l'engagement de ces trois collègues et avoir un mot aussi de soutien, particulièrement pour le Premier ministre sortant bulgare qui a affronté une situation de politique intérieure difficile. Et je veux ici saluer le courage avec lequel il a mené les réformes et l'action dans son pays. Je vais maintenant répondre à vos questions.

Journaliste

Ça fait un mois que vous appelez à un sursaut européen pour aider l'Ukraine face au durcissement de la Russie. Pourtant, les 27 se sont seulement engagés à examiner toutes les options en matière de financement d'armes à l'Ukraine. Est-ce que vous êtes déçu par la frilosité de certains pays, dont l'Allemagne et les Pays-Bas, sur la possibilité de faire des emprunts européens pour acheter des armes à l'Ukraine ? Et par ailleurs, avez-vous une réaction aux propos extrêmement violents du vice-président de la Douma qui dit « vouloir tuer tous les soldats français qui viendraient sur le sol ukrainien » en réponse à vos récentes déclarations et qui tient aussi des propos homophobes au sujet de votre Premier ministre ? Je vous remercie.

Emmanuel MACRON

Bon, sur les propos, je ne vais pas rentrer dans des séries de commentaires et de réponses. Je pense que leur indignité suffit à ne pas les commenter. Simplement vous dire mon étonnement d'une telle nervosité et d'un tel manque de nerfs chez les responsables russes. Ça en dit long sur la situation collective des dirigeants de ce pays. Pour ce qui est de notre action collective, je veux plaider l'inverse de votre lecture. J'ai en effet, dès le 16 février, essayé de qualifier la situation, peut-être de manière plus noire que beaucoup ne la voyaient et que nous ne la voyons nous-même en France jusqu'alors. C'est ce que j'ai appelé la nécessité d'un sursaut, le 16 février, avec le président ZELENSKY. Lié en cela à l'évolution très rapide de la situation sur le terrain et aux incertitudes géopolitiques plutôt négatives pour les Ukrainiens. Non pas à cause du manque d'investissement, d'engagement des Européens, mais plutôt des incertitudes par ailleurs. Nous avons le 26 février à Paris, lors de la conférence sur l'Ukraine, marqué de grandes avancées. Une nouvelle coalition pour justement nos capacités de tirs dans la profondeur, l'endossement par tous les pays de l'initiative tchèque qui jusqu'alors faisait plutôt l'objet d'un scepticisme et qui nous a permis ensuite de travailler collectivement autour de celle-ci. Et 5 actions concrètes sur le sol ukrainien : déminage, frontières biélorusses, soutien à la Moldavie, action cyber défensive et coproduction sur le sol ukrainien. Et j'ai rouvert ce qu'on a appelé l'ambiguïté stratégique à l'issue de ce conseil. Il y a eu ensuite de plus en plus de pays qui ont rejoint ceux-là. La réunion en format Weimar que nous avons eue la semaine dernière, a permis de marquer l'union, l'unité et la détermination de la Pologne, de l'Allemagne et de la France. Et pour la première fois, dans un texte d'une conclusion européenne, nous ne disons pas que nous soutiendrons l'Ukraine aussi longtemps que nécessaire simplement. Nous disons formellement que nous le soutiendrons aussi intensément que nécessaire. Ce qui veut bien dire que nous sommes prêts à agir face à toute action que prendrait l'attaquant russe, ce qui est un vrai changement dans l'approche.

La discussion stratégique a permis aussi avec les collègues de partager la lecture de la situation et sa gravité et je pense que c'est utile. Jamais il n'a été question lors de ce conseil de décider de financements supplémentaires parce que nous venons déjà de le faire et je veux en particulier défendre mes collègues néerlandais ou allemands. L'Allemagne est le pays d'Europe qui, c'est un point de vue bilatéral, met le plus de financement, il ne faut pas la montrer du doigt. Au contraire, il faut saluer l'effort qui est fait. Nous avons donc eu nos soutiens bilatéraux. La France l'a fait elle-même par l'accord que nous avons signé le 16 février avec l'Ukraine. On a complété avec les financements pour la reconstruction, les 50 milliards et les différentes aides. Et on a complété ces derniers jours avec la Facilité européenne de paix et une poche réservée pour l'Ukraine. Donc, nous n'avons cessé ces dernières semaines d'accroître les financements bilatéraux et communs pour l'Ukraine et donner de la visibilité. Ce qu'on veut faire maintenant, c'est de dire : si on devait aller beaucoup plus loin, s'il faut donner encore plus de profondeur, si les choses devaient se détériorer, si d'autres financements que les financements européens venaient à manquer, il faut qu'on soit prêt et qu'on ait des solutions plus radicales et plus innovantes. C'est ça ce qu'on veut faire entre maintenant et juin au maximum. Et c'est le mandat que nous avons donné justement à la Commission et au Conseil pour réfléchir. Nous allons continuer le travail, en particulier en franco-allemand, sur ce sujet. Donc les choses avancent bien et les progrès des dernières semaines sont considérables en termes d'unité et surtout d'augmentation de notre posture.

Journaliste

Sur le sujet agricole et les restrictions faites aux importations de produits agricoles ukrainiens. Vous avez dit, il y a eu un accord des 27 aujourd'hui, informel mais pour étendre les restrictions notamment au blé, c'est ce que vous avez dit et aussi élargir la période de référence à 2021 ?

Si c'est le cas, qu'est-ce que vous répondez aux commentaires, notamment de l'Ukraine qui dit : « il y a un peu un double langage puisque d'un côté, on dit que vous l'avez vous-même répété, un soutien sur tous les plans à l'Ukraine. Mais là, on voit bien qu'on revient en arrière et qu'on retire quand même des revenus à l'Ukraine.

J'ai une deuxième question. Madame VON DER LEYEN est donc en campagne pour le groupe PPE pour être la prochaine présidente de la Commission, dès lors que c'est la candidate du PPE. Est-ce que dans la campagne pour les européennes, la France va prendre des positions contre ce qu'il y a dans le programme du PPE, le modèle rwandais pour l'importation, des choses comme ça ? Est-ce que du coup, est-ce que vous pouvez la soutenir ?

Emmanuel MACRON

Alors, sur la première question. D'abord, ce n'est pas notre conseil sur les détails que vous avez évoqué qui est formellement la compétence. Mais, comme vous le savez, le texte qui était au trilogue a été suspendu. Et donc, très clairement, nous avons exprimé cette volonté. Il y a eu un accord sur un texte qui était tout particulièrement demandé par la Pologne et plusieurs autres sur lequel nous avons été, je crois, plutôt un élément de médiation, mais qui permet de, en effet, envoyer le signal qu'il faut lutter contre les excès. Notre souhait est qu'on puisse rouvrir dans les prochaines heures le texte et trouver un accord pour, comme vous l'avez d'ailleurs très bien au fond dit dans votre question, avoir une période de référence cohérente et sur les céréales, pouvoir avoir des mesures de sauvegarde qui incluent des catégories qui ne l'étaient pas jusqu'alors. Je m'explique. Vous le savez, on a eu des mesures d'urgence sur le sucre, sur les œufs, sur le poulet qui avaient été prises pour faciliter l'accès de ces produits... C'est en Ukraine, sur le marché européen. Ce qu'on a pu constater tout particulièrement ces derniers mois, c'est que la production avait flambé et donc il y avait un comportement de surproduction utilisant cet accès et déstabilisant le marché européen. Et c'est là où il faut trouver un équilibre. Nous voulons que l'Ukraine et les producteurs ukrainiens puissent continuer à exporter dans un contexte plus difficile. C'était l'objectif initial et nous le maintenons. Mais nous ne voulons pas que quelques producteurs, parce que derrière, ce sont aussi quelques intérêts particuliers. Parfois d'ailleurs, ce sont des producteurs ou des grands groupes européens qui vont profiter de cet accord pour aller produire en Ukraine et réimporter avec des règles de production moins disantes sur notre sol. Et donc, il y a un détournement de l'ouverture que nous avons évoqué et on le voit d'ailleurs dans les volumes que je vous invite à regarder dans les chiffres des rapports de la commission. On a des volumes qui ont été multipliés par cinq ou par 10 sur certaines catégories. Donc, c'est pour ça qu'on veut en effet avoir une période de référence qui prenne l'année 2021. Parce qu'en 2023, les choses avaient déjà décollé, ce qui permet de dire, vous avez une facilité d'accès sur le marché européen jusqu'à un certain niveau qui, peu ou prou, correspond à ce que vous faisiez avant la guerre. Mais pour les volumes supplémentaires, on met des dispositifs de freinage parce qu'on voit qu'il y a quelques-uns qui en profitent. C'est très cohérent et ça, ça se défend totalement. Moi, je l'ai expliqué très bien au Président ZELENSKY, parce que c'est aussi ce qui permet de rendre acceptable la perspective européenne de l'Ukraine et sa propre candidature. Parce qu'aujourd'hui, l'Ukraine ne produit pas avec les règles de l'Europe. On lui a donné une facilité liée à la guerre. Mais on est en train d'éroder l'acceptabilité de l'Ukraine et des producteurs ukrainiens partout sur le marché européen parce que ce n'est pas juste. Sur la question des céréales, c'est un peu différent. Ils avaient fait l'objet de mesures d'ouverture dès 2019. Là, c'est l'activation de ce qu'on appelle des clauses de sauvegarde. Et donc, on souhaite en effet que le blé tendre, en particulier, ce qui avait été plusieurs fois évoqué dans les textes qui tournaient, soit inclus dans ces mesures de sauvegarde. Voilà, c'est un peu technique, mais je pense que c'est tout à fait juste et proportionné.

Journaliste

[Propos hors micro].

Emmanuel MACRON

Alors, il n'y a pas eu de discussion sur ce sujet. Je ne vais pas faire le travail des ministres et des collaborateurs et du Parlement. Mais on n'est pas loin, à mon avis, de cet accord. Je pense qu'il est trouvable et c'est ce qui permettrait de lever beaucoup de difficultés qu'il n'y a, pas simplement en Pologne, mais dans beaucoup de pays européens et chez nous aussi. Voilà ce qu'on défend. En tout cas, c'est l'esprit du texte fait à 27. Maintenant, je ne m'engagerai pas sur le détail. Notre souhait, c'est en tout cas que dans les prochaines heures, on puisse aboutir à cet équilibre. Après, je vais essayer de clarifier le contexte institutionnel. Le président de la République française, il ne participe pas à la campagne européenne et la France n'est pas dans cette campagne. Donc la France, en tant que voix, ne prendra pas part à tout cela. Et c'est un peu d'ailleurs, c'est la difficulté à laquelle tout le monde doit être vigilant. Je dirais la présidente de la Commission européenne elle-même, parce que nous sommes en charge d'institutions plus grandes que nous, qui nous amènent à avoir des positions de gestion de l'intérêt général. C'est surtout la vocation de la Commission européenne. Et donc il y aura... chaque grand parti européen aura des positions à défendre. Et vous savez, je crois comprendre que c'est compliqué la vie politique européenne parfois parce que même ceux qui sont pour le PPE en France, ils ne soutiennent pas Madame VON DER LEYEN. Donc c'est plus compliqué qu'on voudrait le croire. Donc à la fin, ce sera quand même... On verra.

Mais tout ça pour dire qu'il y a des choses qui sont dans le programme du PPE, que les acteurs de Renew et de Renaissance en France pourront défendre. Il y a des choses avec lesquelles nous sommes en désaccord, comme le modèle Randers pour ne citer que cet exemple. Il y a des choses auxquelles nous tenons : les objectifs climatiques, la transition sociale, mais aussi de l'innovation, de la simplification. Mais il y aura une campagne européenne qui va se tenir. Celle-ci doit être respectueuse du bon fonctionnement et de cette fin de mandature. Et je sais que, à la fois les chefs d'États et de gouvernements, la présidente de la Commission, le président du Conseil comme la présidente du Parlement y veilleront. Et à l'issue des élections, à la lumière de celles-ci, on aura des choix institutionnels à faire. Voilà.

Journaliste

Je vais reformuler ma question. Est-ce que vous pensez que c'est bien que la présidente de la Commission européenne soit la Présidente d'un parti ?

Emmanuel MACRON

Moi, j'ai toujours fait part de mon doute sur ce qu'on appelle les *Spitzenkandidat* parce que nous ne sommes pas un système, je l'ai déjà dit, il n'y a pas de listes transnationales, et c'est ainsi que nous sommes. Cela hyper politise une fonction qui, institutionnellement, d'abord n'y répond pas : elle doit avoir la validation du parlement, mais elle n'est pas l'émanation du Parlement, c'est le premier point auquel je tiens. Et la deuxième chose, c'est que la présidence de la Commission a une vocation de défense de l'intérêt général et donc, elle ne doit pas être sur politisée. Ce qui d'ailleurs, il faut le reconnaître, n'a pas du tout été le cas de cette commission sortante. C'est pour ça que moi, je ne veux pas faire de commentaires sur les personnes ou les fonctionnements des partis. Je veux simplement avoir des propos que je crois factuels sur à la fois nos textes et leur esprit, et il faut les préserver. Moi, je tiens beaucoup à ce que la Commission porte, c'est-à-dire qu'elle est dépositaire de l'intérêt général européen et ce faisant, elle doit s'élever tout à la fois au-dessus des partis et des pays. C'est ça son rôle dans le jeu. Et après les partis, ils s'expriment au sein du Parlement européen avec leurs compétences, leurs fonctionnements prévus par nos textes et les pays défendent leur voix au sein du Conseil.

Journaliste

Bonjour Monsieur le Président. Je rebondis un instant sur la question de mon confrère. Le porte-parole du Kremlin a reconnu pour la première fois être en état de guerre et ne parle plus d'opérations spéciales. Comment réagissez-vous et craignez-vous que les Russes aillent encore plus loin après avoir adopté cette sémantique ? Ma deuxième question : hier, le Sénat a rejeté la ratification du CETA, votre Gouvernement compte-t-il le soumettre à l'Assemblée nationale avant les élections européennes ou bien éviter cette étape et laisser l'application provisoire de l'accord se poursuivre à l'échelle européenne ? Dans l'opposition, certains redoutent un déni démocratique. Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Merci à vous pour ces deux questions. Écoutez, je pense que le mot qui a été employé ce matin, pour lequel je le rappelle naguère en Russie, on mettait en prison ce qui parlait de guerre manifeste apparemment un changement dialectique le jour d'après les élections et va dans le sens, d'abord de ce qui est la réalité du terrain ; premièrement et deuxièmement, d'un durcissement et je n'ai pas attendu ces déclarations pour le qualifier parce que c'est une réalité. Mais il dit aussi quelque chose sur lequel nous devons tous être lucides. Et c'est ce qui a fondé justement le sursaut que j'ai appelé de mes vœux et les choix que nous sommes en train de faire. C'est que quiconque pense que la Russie s'arrêtera au Donbass et à la Crimée se trompe. Et en employant ce terme, il ouvre aussi même une incertitude sur les objectifs militaires de la Russie. Mais je crois que tout le monde partage cela. J'entendais le président BIDEN dire à peu près la même chose il y a quelques jours : « qui pense qu'ils s'arrêteront là ». Et c'est pour ça que je continue d'appeler chacune et chacun d'entre nous à bien réfléchir. Si on pense ça, si on les voit en train de faire cela, nous n'avons pas grand intérêt à attendre de réagir à la bonne proportion.

Ensuite, sur le vote du Sénat. D'abord, c'est un vote qui n'a pas de conséquences sur la mise en œuvre provisoire du CETA. Ensuite, le Gouvernement aura, avec l'Assemblée nationale, à définir le calendrier et ils le feront en bonne et due forme. Je ne pense pas du tout que ça a à voir avec quelque déni de démocratie que ce soit puisqu'il y a déjà eu un vote qui avait été fait et nous avons aujourd'hui un texte qui chemine chez les 27.

Je veux simplement rappeler quelques éléments de faits qui peuvent quand même éclairer le débat démocratique, puisqu'on parle de démocratie. D'abord, j'ai découvert que les sénateurs socialistes s'étaient adjoints aux sénateurs communistes et sénateurs républicains pour rejeter ce traité. Je rappelle que le CETA a été signé par un Gouvernement socialiste en France ; signé. Je rappelle qu'ensuite, pour pouvoir le ratifier, nous avons fait dès 2017 un travail inédit d'amélioration de cet accord avec une commission parlementaire, travail qui avait été piloté, entre autres, par Nicolas HULOT, avec une commission d'experts qui avait permis d'inclure dans le CETA des dispositifs qui s'apparentent à des clauses miroirs qu'on demande. Ce qui fait qu'on a obtenu avec le Canada le début de ces accords de nouvelle génération que nous défendons, qui, par exemple, demandaient au Canada les mêmes règles que nous sur la manière justement d'alimenter et de traiter leur viande, ce qui, pour le bœuf canadien, était un vrai sujet parce qu'il y avait une distorsion, on a obtenu ces règles. Donc ça, c'est le cadre. Des gens qui aujourd'hui, le combattent la main sur le cœur sont ceux qui l'ont signé et tout le monde oublie qu'on l'a largement amélioré. Ensuite, on a mis en place un mécanisme de suivi et d'évaluation et j'en appelle au monde agricole français. Est-ce que le CETA est bon ou mauvais pour notre agriculture ? Regardez les chiffres, le rapport est extrêmement clair. Il est très bon pour le lait, il est très bon pour le fromage, il est très bon pour le vin, il est très bon sur toutes les catégories clés. Et là où il y avait des risques parce qu'on a mis des clauses miroir, il y avait une crainte sur le bœuf, elles ont été inhibées. C'est donc un très bon accord. Et on a de la chance d'avoir des partenaires fiables, loyaux, qui croient dans notre relation au Canada, parce que ceux qui pourraient prendre des résolutions contre le CETA, ce serait des Canadiens, avec nous. Je veux donc ici qu'ils sachent quand même qu'on est des gens sérieux, mais il faut se baser sur les faits. On peut vouloir envoyer un message pour dire : le commerce déloyal, on est contre. Les accords quand ils ne sont pas bien protégés, qu'il n'y a pas de clause miroir, on sera contre. C'est la position qui est la mienne sur le Mercosur tel qu'il est aujourd'hui défini. Mais mettre dans le même sac tous les accords commerciaux, c'est de la démagogie. Pourquoi je regrette ce vote et je pense qu'il n'aide pas la cause ? D'abord, il n'aide pas notre agriculture sur le principe et il n'aide pas ce qui est notre modèle, il n'y a pas d'agriculture française s'il n'y a pas d'export possible. Donc, il ne faut pas qu'on aille vers de fausses idées collectivement. Il faut avoir aussi le courage de la réalité et un certain esprit de mesure. Le texte cheminera donc mais après, c'est un texte européen qui implique les 27, et j'espère simplement que les votes et les positions de chacune et chacun se feront sur la base de chiffres, de réalité à la fois sur la genèse de ce texte et ses améliorations, et la réalité de ce qu'il produit.

Journaliste

Bonjour Monsieur le Président, les chiffres des finances publiques en France ne sont pas bons. Un dérapage significatif devrait être annoncé lundi pour 2023. Or, vous en avez fait un sujet de crédibilité en Europe. La France va-t-elle pouvoir se passer d'un nouveau tour de vis dès cette année ? Et par ailleurs, fermez-vous totalement la porte à une taxation des superprofits, comme l'ont évoqué des figures dans votre propre camp ? Merci.

Emmanuel MACRON

Alors, sur le point que vous évoquez, il est tout à fait vrai et d'ailleurs, le Gouvernement n'a pas attendu les chiffres officiels puisque je vous rappelle que le premier séminaire gouvernemental qui a été fait par le Premier ministre, justement, portait sur la question des finances publiques. Donc, le Premier ministre est totalement conscient avec son Gouvernement de la situation et l'a prise à bras-le-corps dès le début. La situation est assez simple à caractériser. Il y a eu une accélération au deuxième semestre 2022, d'un ralentissement très fort de l'économie européenne, surtout de la zone euro. Il y a eu une récession allemande en 2023, la France s'évite la récession, mais la fin d'année, surtout novembre-décembre, plus qu'attendu, a donné lieu à une chute d'activité, ce qui fait que la dégradation des finances publiques, elle, est essentiellement liée à une perte de recettes. Elle sera qualifiée la semaine prochaine dans le détail. Il faudra en comprendre les tenants et les aboutissants. C'est pourquoi, sans attendre ces résultats, sous l'autorité du Premier ministre, des premiers choix ont été faits pour justement réduire les dépenses côté État. Il faudra qualifier la magnitude de l'ajustement qu'il faut faire et il faudra ensuite le compléter dans toutes les actions utiles de la dépense publique pour que l'on puisse faire face à cette conjoncture.

Ce qui m'importe, c'est de garder les ancres de notre stratégie macroéconomique. Le cœur de celle-ci, c'est la réindustrialisation et la création d'emplois. Je l'ai souvent dit, la France aurait-elle le taux d'activité et le taux d'emploi de l'Allemagne ? Nous n'aurions quasiment pas de problème de finances publiques. Donc il faut garder cette ligne. C'est pourquoi réforme des retraites, réforme de l'assurance chômage, France Travail, réforme de l'apprentissage, réforme du régime senior : c'est ça la clé, avec la réindustrialisation et l'investissement ; il faut la garder. Sérieux budgétaire et donc il faut tenir notre ajustement, avec deux ancres, la diminution du ratio dette sur PIB en 2026 et repasser sous les 3 % en 2027 qui est ce sur quoi nous nous sommes engagés vis-à-vis de nos partenaires européens et qui est bon pour le pays en étant compatible avec cette stratégie.

Et dans le même temps, il faut continuer de garder notre bonne dépense, si je puis dire. C'est la dépense d'investissement dans la formation, le modèle de croissance, d'innovation et d'industrialisation. C'est l'investissement dans nos services publics, qu'on a beaucoup réarmé et qui nous protègent à l'extérieur ou dans nos frontières, jusqu'à ceux qui éduquent et qui soignent. Si on garde ses ancres, on a une stratégie cohérente et il y a un chemin sur celle-ci. C'est donc celle que le Gouvernement aura à annoncer la semaine prochaine et il aura à s'exprimer. Je ne vais pas préempter les solutions techniques d'un côté ou de l'autre.

Journaliste

Mais le compléter, ça veut dire plus d'économies dès cette année ou l'année prochaine ?

Emmanuel MACRON

Je vous ai dit, ça veut dire qu'il faut voir que les économies qui ont déjà été affectées font partie de cet ensemble, dont il faut voir la magnitude, la raison de ce dérapage et de voir derrière d'où il vient et qui y contribue.

Journaliste

Mais vous êtes prêt à de nouvelles économies dès cette année ?

Emmanuel MACRON

La dépense publique n'est pas faite que de la dépense d'État.

Journaliste

Monsieur le Président, est-ce qu'il serait possible de revenir sur Gaza ? Si je vous ai bien compris, je crois que vous avez dit que la France va déposer une nouvelle résolution à l'ONU. En quoi est-ce que cette nouvelle résolution pourrait réussir ? Est-ce qu'elle sera écrite de manière différente ?

Et une deuxième question sur les eurobonds. On entend dans les couloirs des messages pour des messages contre. Est-ce que vous, vous avez l'impression que la discussion avance, que les Fruugo et l'Allemagne sont un peu plus positifs là-dessus ?

Emmanuel MACRON

Alors sur Gaza, nous avons un projet de résolution, c'est tout à fait juste, que nous déposons et que nous travaillons avec plusieurs partenaires. Je pense que ce projet, s'il est, comme nous avons commencé à le travailler avec plusieurs partenaires régionaux, en particulier, du monde arabe, peut lever les vetos qui se sont exprimés sur la proposition américaine avec une procédure de silence. Néanmoins, ce qui est important de noter, c'est que les États-Unis d'Amérique ont changé de position et ont marqué leur volonté de défendre maintenant très clairement un cessez-le-feu, ce qui est une bonne chose pour nous et pour l'avancée du projet qui est le nôtre et que je le rappelle bon an, mal an, en améliorant le texte, mais que nous poussons au sein du Conseil de sécurité et des différentes résolutions maintenant depuis plusieurs mois. Donc, c'est par la procédure et ce que nous associons à celle-ci que nous espérons justement pouvoir faire cheminer ce texte. En tout cas, je pense que c'est un élément très important.

Sur les eurobonds, c'est une proposition mais d'abord, il faut sortir des clivages habituels parce que c'est une proposition qui a été faite par normalement, un État qu'on dit « frugal ». Elle montre bien l'engagement d'ailleurs de celui-ci et le changement profond qui va avec le contexte. Moi, je dis la disposition de la France a avancé en ce sens. Je pense que c'est une bonne chose. Après, on rentre toujours dans la technique. Et donc, je pense que c'est dans les prochaines semaines qu'on va converger. Il nous faut en tout cas définir des instruments innovants permettant de nous donner de la capacité de lever de l'argent sur les marchés pour financer des efforts de guerre potentiellement plus importants que ceux que nous pouvons financer de manière bilatérale ou à travers les mécanismes existants. Ça peut être des eurobonds, mais ce terme crée des difficultés dans plusieurs pays, ça n'est pas nouveau. Ça peut être des mécanismes comme ceux que nous avons eus au moment du Covid et que nous avons bâti en franco-allemand, puis endossé à 27, qui était, en mettant une garantie d'État, d'avoir une capacité commune d'endettement sur les marchés. Ça peut être d'autres mécanismes techniques. Je pense que la finalité est partagée, c'est-à-dire l'objectif de répondre à ce potentiel besoin. A partir de là, il faut maintenant qu'on travaille et qu'on travaille plutôt en cherchant des convergences qu'en expliquant dans une tribune la division. Donc moi, je ne suis pas inquiet. Je pense qu'il y a une volonté commune, il y a une vraie convergence. Et je vous le dis, la dynamique des dernières semaines montre que la prise de conscience est là. La convergence est là, donc on va y arriver. Je ne veux pas préempter l'instrument, c'est pour moi de rang 2. Il faut qu'il y ait en tout cas une capacité commune de lever de l'argent sur des marchés.

Je vais prendre peut-être une dernière question ?

Journaliste

Bonjour Monsieur le Président. J'avais un petit follow-up à la question de ma consœur sur Gaza. Avec qui précisément, vous dites les pays arabes ? Est-ce que c'est uniquement les pays arabes et lesquels ? Et ensuite, comment finalement éviter un veto qui semble toujours arriver de quelque part ? C'est quoi la voie..., elle est quand même très étroite. Quelle voie on peut emprunter ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, je ne veux pas tout dévoiler du travail de notre représentant permanent à New York. Mais le travail qui est le nôtre depuis plusieurs mois, c'est sur ce sujet d'avancer avec notamment une résolution faite avec les Jordaniens, on a fait tout un travail avec les Emirats, etc. D'avancer avec plusieurs autres Européens. Il y a eu pendant longtemps une réticence américaine. Elle est maintenant levée. Il y a un alignement sur une bonne base de notre texte grâce à ce qui s'est passé ces dernières heures et c'est une bonne chose. Je pense que le fait que plusieurs pays de la région, dont ceux que j'ai cités et des diplomaties régionales avec lesquels nous œuvrons, peuvent convaincre la Chine et la Russie de ne pas mettre un veto, voilà. Donc, je pense que ce serait utile comme œuvre collective.

Voilà, Mesdames et Messieurs, merci pour votre attention.

Bon courage à toutes et tous !